

POUTÈS ■ Les opposants au barrage satisfaits des dernières évolutions

« Les mentalités changent »

La concession à EDF est terminée mais le barrage continue de tourner. Ses opposants attendent une décision rapide.

Fabrice Mina

fabrice.mina@centrefrance.com

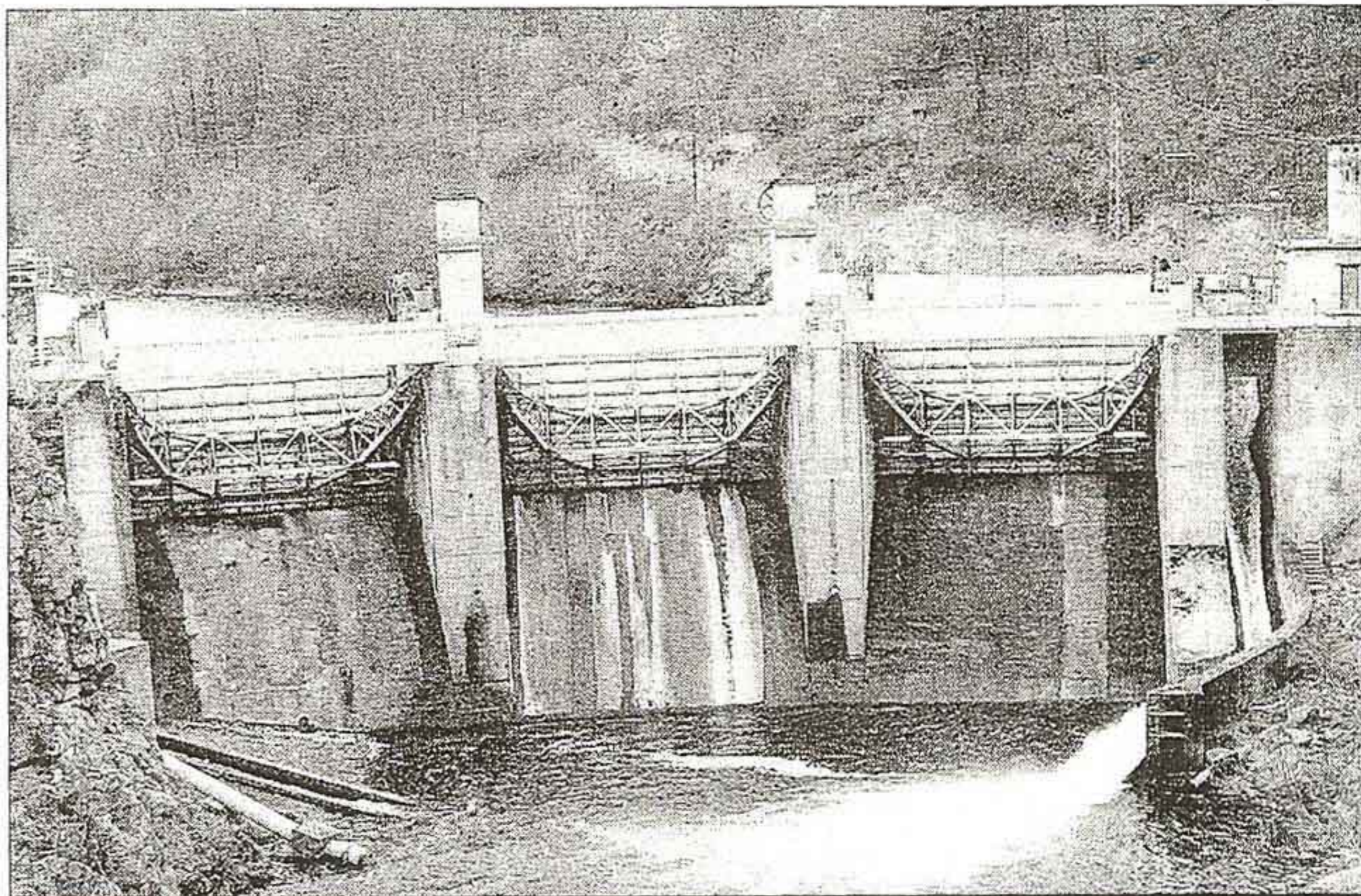
« Je me suis rendu au barrage, le 4 janvier dernier, en pensant naïvement qu'il ne tournerait plus, sa concession étant arrivée à expiration. Non seulement il tournait encore, mais il tourne toujours ! ».

Roberto Epple, président de SOS Loire vivante, sait manier l'humour mais le dossier du barrage de Poutès a fini de le faire rire. Néanmoins, selon le collectif d'associations environnementalistes qui milite pour l'effacement de l'ouvrage, les choses vont dans le bon sens.

Prise de conscience

« D'abord, l'Europe est une nouvelle alliée pour nous. Selon elle, la France penche plus du côté de sa directive sur l'énergie que du côté de celle sur l'eau. Le pays doit donc opérer un rééquilibrage ».

Mais ce qui rend les opposants à Poutès optimistes, c'est le profond changement du rapport de force. « Depuis le Grenelle, on sent une vraie prise de conscience du gouvernement et nous sommes au moins satisfaits du nouveau processus de négociation. Au lieu de nous exprimer dans la rue, nous



BARRAGE. Ses opposants espèrent une décision dans les prochaines semaines. PHOTO D'ARCHIVES

pouvons désormais nous expliquer calmement autour d'une table. »

Les associations environnementalistes ont donc participé à plusieurs réunions à Paris, notamment pour évoquer le développement de l'hydroélectricité française. « Nous pouvons être fiers de notre action, explique Martin Arnoult, responsable WWF France. À travers l'enjeu de Poutès, nous avons réussi à faire émerger la profonde nécessité de repenser la manière de gérer l'hydroélectricité. Nous avons vingt ans de retard sur nos voisins suisses. Le changement est symbolique et surtout très important : sur le sujet des éner-

gies, les autorités intègrent désormais le rôle des ONG. »

Face à la volonté gouvernementale de développer l'hydraulique, les environnementalistes opposent la protection des milieux naturels : « Peut être qu'il faudra sacrifier certaines rivières. Il faudra alors en sanctuariser d'autres, comme l'Allier et La Loire. Certains ouvrages devront donc être démantelés. Poutès est en première ligne ».

Les opposants au barrage altiligérien comprennent l'attachement des élus locaux aux ressources qui découlent de son exploitation. Ils travaillent depuis longtemps sur des solutions de substitution, comme l'éolien, le solaire et la méthanisation. Ils réclament un groupe de travail pour imaginer des compensations.

La Fédération nationale

pour la pêche en France souhaite également voir disparaître « ce frein au retour des saumons » : « Cela nous permettrait de rouvrir la pêche de cette espèce et d'attirer touristes et passionnés. Nous avons estimé à 500.000 euros les gains potentiels pour le département », indique Florian Chopard.

Concession glissante

« Pour l'instant, le gouvernement n'ose pas prendre de décision et laisse courir cette concession glissante pour Poutès, termine Roberto Epple. Mais s'il ne l'a pas renouvelée, c'est bien qu'elle pose problème. Cela fait maintenant onze mois que ça dure et il y a urgence à trancher. On souhaite une décision rapide, sinon nous pourrions porter plainte au niveau européen. » ■

« Le gouvernement n'ose pas encore prendre de décision ».

ROBERTO EPPLE Président de SOS Loire vivante ERN France

